



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n° 9 du 28 octobre 2016

Au sommaire :

- **A travers la mondialisation de la révolte émerge une nouvelle conscience de classe** - *Isabelle Ufferte*
- **Nation, Etat, Police, vous avez dit insoumis ?** - *François Minvielle*
- **De « l'exubérance » à la folie financière, ou la « bombe à retardement »...** - *Daniel Minvielle*

A travers la mondialisation de la révolte émerge une nouvelle conscience de classe...

« L'évènement » a été couvert par 700 journalistes en présence de 1250 hommes des forces de l'ordre. Les images du démantèlement du camp-bidonville de Calais et l'évacuation forcée de milliers de personnes démunies ont tourné en boucle, de même que les propos lénifiants des autorités : une « opération de mise à l'abri » pour la Préfecture, une « opération humanitaire » pour le gouvernement ! Mais la satisfaction affichée par la Préfète, Cazenave ou Cosse, la très zélée ministre « verte » chargée du logement, est impuissante à masquer la brutalité, la violence de la situation faite aux milliers de migrants contraints jusqu'à ce jour de survivre entassés dans ce qui est devenu le plus grand bidonville d'Europe, pris au piège dans leur fuite vers l'espoir d'une vie meilleure... et « relocalisés » aujourd'hui de force.

Venant des quatre coins des Proche et Moyen Orient, d'Afrique ou d'Asie, ils étaient encore lundi matin 8143 d'après les associations du camp, dont 1500 mineurs. La plupart de ces hommes, femmes et enfants ont été dirigés de force vers des destinations qui leur étaient inconnues alors que l'immense majorité est prête à risquer sa vie pour aller en Angleterre. Nombreux sont ceux qui craignent d'être expulsés vers le premier pays européen dans lequel ils ont été enregistrés, le seul où ils sont en « droit » de faire une demande d'asile... et se voir ainsi renvoyés de frontières en camps sur le chemin d'un exil qui dure pour certains depuis plusieurs années. Mercredi soir, alors que la préfète avait annoncé fébrilement... la fin de l'opération de démantèlement et la « mise à l'abri » de 1500 mineurs dans des conteneurs du centre d'accueil provisoire de Calais, des centaines de personnes, dont 200 à 300 autres mineurs, se retrouvaient sans aucun hébergement ! Les autorités n'ont alors rien trouvé de mieux que de rouvrir le bidonville au milieu des carcasses calcinées, des gravats et des fumées...

Dans le même temps, d'autres images tournent en boucle sur les écrans, celles de la guerre, de ses atrocités et de ceux qui tentent de fuir : à Alep, dévastée par les bombes, où 500 personnes sont mortes en moins d'un mois ; à Mossoul où la population prise au piège se prépare au pire et d'où 10 000 personnes ont fui ces derniers jours ; le long des côtes libyennes, italiennes ou grecques par où transitent chaque jour des milliers de femmes, d'hommes, d'enfants qui fuient la guerre, les dictatures, la misère et tentent de rejoindre l'Europe sur des rafiots de fortune : plus de 3800 y sont morts depuis janvier !

La violence insoutenable du capitalisme fait la une des journaux télévisés. La détresse mais aussi les espoirs de millions de migrants sont partagés en direct dans le monde entier. Et alors que les frontières et les barbelés se referment, que les gouvernements flattent les sentiments xénophobes, jamais autant de personnes ne se seront probablement senties aussi proches et solidaires de ces femmes, ces hommes, Afghan-e-s, Somalien-ne-s, Syrien-e-s, Soudanais-e-s, Irakien-ne-s, Pakistanais-e-s... A travers bien des crises, des douleurs, et alors que la propagande raciste bat son plein, une nouvelle conscience est en train de se forger de part et d'autre des frontières au sein de la jeunesse et des classes populaires, des travailleurs de toutes origines, langues et couleur de peau, nourrie par la révolte et la solidarité internationale.

Travailleur-se-s et jeunes de tous pays

Tentant de masquer sa brutalité, le gouvernement a changé de discours ces derniers jours : finis les immigrés prétendument dangereux et violents qu'il nous peignait hier : il agirait par « humanité », pour les « sortir de la boue » comme le prétend cyniquement Cosse... alors qu'il épargne les migrant-e-s sur tout le territoire pour rompre les solidarités, rendre plus difficile toute organisation col-

lective, empêcher le passage vers l'Angleterre. Mercredi, alors que les déblayeuses détruisaient les habitations, *Le Monde* rapportait que plusieurs dizaines de femmes, majoritairement érythréennes et éthiopiennes, manifestaient pour demander de l'aide : « *Aidez-nous s'il vous plaît, nous voulons aller au Royaume-Uni. Nous sommes des femmes. Où sont les droits de l'homme, où sont les droits de l'homme ?* ». Un jeune témoignait à *Libération* : « *vous avez bien idée que je n'aurais pas vécu une année dans cet endroit et souffert comme vous n'avez pas idée si je n'étais pas déterminé à partir en Angleterre* »...

Dans « *la jungle* » ou dans les bus qui les amènent dans les « *centres d'accueils* », les jeunes Soudanais, Afghans, Irakiens ou Pakistanais ont les mêmes espoirs et ambitions, faire des études pour devenir médecins, technicien-ne-s, professeurs, avocat-e-s, sportif-ve-s ou autres... la même détermination à vivre et à se battre.

Le capitalisme a soumis l'ensemble du monde à ses lois, pillant et exploitant. En transformant la planète en un gigantesque marché, en mettant en concurrence les travailleurs du monde entier, il les a en même temps liés. La classe ouvrière s'est construite dès sa naissance à travers de multiples vagues migratoires touchant tous les continents, arrachant des millions de femmes et d'hommes à leur pays.

En 1913, dans un article sur « *le capitalisme et l'immigration des ouvriers* », Lénine écrivait : « *Le capitalisme a créé une sorte particulière de transmigration des peuples. Les pays dont l'industrie se développe rapidement, utilisant davantage de machines et évinçant les pays arriérés du marché mondial, relèvent chez eux les salaires au-dessus de la moyenne et attirent les ouvriers salariés des pays arriérés.*

Des centaines de milliers d'ouvriers sont ainsi transplantés à des centaines et des milliers de verstes. Le capitalisme avancé les fait entrer de force dans son tourbillon, les arrache à leurs contrées retardataires, les fait participer à un mouvement historique mondial et les met face à face avec la classe internationale puissante et unie des industriels.

Nul doute que seule une extrême misère force les gens à quitter leur patrie, que les capitalistes exploitent de la façon la plus éhontée les ouvriers émigrés. Mais seuls les réactionnaires peuvent se boucher les yeux devant la signification progressive de cette moderne migration des peuples. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de délivrance du joug du capital sans développement continu du capitalisme, sans lutte des classes sur son terrain. Or, c'est précisément à cette lutte que le capitalisme amène les masses laborieuses du monde entier, en brisant la routine rancie de l'existence locale, en détruisant les barrières et les préjugés nationaux, en rassemblant des ouvriers de tous les pays dans les plus grandes fabriques et mines d'Amérique, d'Allemagne, etc... ».

Le capitalisme mondialisé a depuis étendu son mode de production sur l'ensemble de la planète, donnant naissance à une classe ouvrière moderne internationale,

des mines et ports d'Afrique aux ateliers du Bangladesh et de Tijuana, aux bureaux de New York, Berlin ou Shanghai, plongeant en même temps le monde dans une crise chronique et un état de guerre permanent.

Libre circulation pour les marchandises et les capitaux... Barbelés et miradors pour les migrants

Alors que la circulation de marchandises n'a jamais été aussi intense... qu'il suffit d'un clic pour déplacer des capitaux d'une banque ou d'une bourse à l'autre, des millions d'hommes et de femmes sont emprisonnés derrière des barbelés et des murs. 27 ans après la chute du mur de Berlin, l'Europe comme les USA en érigent de nouveaux pour se protéger des pauvres : au Mexique, autour de Ceuta et Melilla, entre la Grèce et la Turquie, en Bulgarie, en Hongrie, entre l'Autriche et la Slovaquie, l'Inde et le Bangladesh, sans oublier Calais et... Vintimille où la France interdit le passage de migrants depuis l'Italie.

En 2015, la France n'a accueilli que 100 000 réfugiés, un million au total pour l'ensemble des pays européens soit le même nombre que le petit Liban à lui seul !

L'Europe-forteresse ne cesse de renforcer ses frontières, autour et en son sein. Elle dépense des milliards pour barer la route aux pauvres à grand renfort d'hélicoptères, de navires, de drones, de dispositifs sordides tels ceux pour détecter les battements cardiaques... alors que la crise et la guerre ont provoqué le déplacement de population le plus important depuis la seconde guerre mondiale. Dans la seule Syrie, plus de 400 000 personnes sont mortes depuis 2011 et plus de 12 millions ont quitté le pays, la moitié de la population.

Aucun mur, aucune destruction de camp ne peuvent enrayer l'élan de femmes et d'hommes fuyant la guerre, la misère, la dictature. Il y a quelques mois, 1500 migrants ont tenté ensemble à Calais de franchir le tunnel sous la Manche. Chaque nuit, ils sont nombreux à y risquer leur vie. La semaine dernière c'est à Vintimille qu'une adolescente a été écrasée par un camion. Aucun barbelé ne peut stopper des hommes et des femmes qui n'ont plus rien à perdre. Les USA ont beau construire un mur de 5m de haut sur une partie des 3400 km de frontière surveillée nuit et jour par des hommes armés tous les 150 m, ils ne peuvent stopper l'immigration mexicaine. Les mesures prises par les pays riches ne font que rendre l'exil encore plus difficile, cher, meurtrier, faisant les beaux jours des réseaux mafieux de passeurs devenus désormais incontournables. Elles ne peuvent empêcher les profonds bouleversements à l'œuvre.

Des campagnes xénophobes pour tenter de diviser les populations et les travailleurs

La propagande xénophobe, raciste, a dû marquer le pas cette semaine face aux réactions de solidarité de la population. Mais les manifestations hostiles, parfois violentes, qui ont eu lieu un peu plus tôt ne peuvent qu'inquiéter, jusqu'à l'incendie de centres prévus pour l'accueil de migrants en Essonne et en Gironde, ou cibles de coups de feu en Loire Atlantique ou en Isère. Même si les réactions de solidarité qu'elles ont déclenchées, aux cris de « *Re-*

fugiees Welcome, liberté de circulation, ouverture des frontières ! » ont heureusement été plus fournies que les rassemblements xénophobes.

La propagande raciste entend surfer sur les peurs et préjugés, les amplifier. Le FN a appelé les maires à « *un peu de courage* » en adoptant sa charte « *ma commune sans migrants* » expliquant que « *l'opposition à l'invasion migratoire dans nos communes doit devenir une cause nationale de salut public qui dépasse les clivages partisans* »... Les mêmes calculs et la même crasse que celle de Sarkozy pour qui « *accueillir 11 000 migrants sur le territoire va créer un appel d'air considérable* » (!) ou de Wauquiez et Estrosi qui ont pris position contre l'installation de migrants dans leurs Régions (pour rappel, le second était élu il y a un an avec le soutien du PS pour... « *sauver la République* » et résister au FN !).

Cette offensive raciste est nourrie depuis des mois par la politique anti-ouvrière et xénophobe du gouvernement, visant à créer des fractures au sein de la population et des travailleurs, espérant affaiblir la contestation sociale.

Et elle se nourrit de toutes les politiques souverainistes et protectionnistes. De ce point de vue, les déclarations de Mélenchon ces derniers mois donnent la mesure de cette logique mortifère : il déclarait cet été, après ses propos sur les travailleurs détachés « *qui volent le pain des travailleurs qui se trouvent sur place* »... que s'il est pour la régularisation des sans-papiers, il n'a « *jamais été pour la liberté d'installation* » expliquant ne pas être « *pour le démantèlement permanent du monde, ni pour les marchandises ni pour les êtres humains* »... Comme s'il s'agissait de faire rentrer le malin dans sa boîte ! Comme si on pouvait faire tourner la roue de l'histoire à l'envers... en regrettant un monde imaginaire où les pauvres avaient le bon goût de rester chez eux !

Il nous faut au contraire prendre la mesure du bouleversement du monde et de ce que la crise des migrants porte en elle de transformations et d'avancées possibles pour

notre camp, notre classe, face à une bourgeoisie plus avide, sans scrupule et crasseuse que jamais, capable de faire émerger en son sein des porte-parole à la Trump...

Mondialisation capitaliste, mondialisation de la révolte, la révolution en germe

La crise des migrants est une des conséquences majeures de la crise internationale économique, sociale et militaire. Elle est à la fois l'expression de l'évolution des rapports de forces entre les classes et y participe, entraînant la transformation de la classe ouvrière et de la conscience qu'elle a d'elle-même. Dans la douleur, les déchirements, une nouvelle classe ouvrière se construit, plus riche de sa diversité, de ses expériences et plus homogène et unie que jamais à l'échelle internationale.

En 1913, dans le texte cité plus haut, Lénine écrivait « *Après la révolution de 1905 [en Russie], le nombre des immigrants en Amérique a particulièrement augmenté. Les ouvriers qui avaient connu toutes sortes de grèves en Russie ont apporté en Amérique l'esprit de grèves plus audacieuses, plus offensives et plus massives* ».

Aujourd'hui, ce sont les germes de bien des révoltes, d'expériences de luttes qui sont disséminés, en particulier de l'expérience des révolutions arabes... Il est bien difficile d'en prendre la mesure, d'en imaginer la portée, l'ampleur des conséquences possibles, mais il y a une mise en commun accélérée qui porte en elle des possibilités nouvelles pour les affrontements qui se préparent.

Des liens nouveaux se tissent entre opprimés du monde entier, une nouvelle conscience de prolétaires citoyens du monde se forge de part et d'autre des murs, des frontières... Une même classe ouvrière internationale, moderne, cultivée, riche de l'énergie et de l'audace de millions de migrants face à une même bourgeoisie et aux Etats à son service.

Isabelle Ufferte

Nation, Etat, Police, vous avez dit insoumis ?

Si la « *Convention de la France insoumise* » qui s'est tenue à Lille à la mi-octobre a voulu se donner un air moderniste (tirage au sort des participants, interaction vidéo, programme participatif...), le contenu politique est resté très soumis aux clichés républicains les plus conservateurs. Cinq ans après la campagne du Front de Gauche « *L'Humain d'abord* », sur laquelle la base sociale du PC avait pesé, c'est une campagne bien plus droitière, où le rouge a cédé la place au bleu pâle, qu'entend imposer Mélenchon à ceux qui se rallient à lui, sur la base d'une démagogie nationaliste proclamée par le nom même du mouvement, « *France insoumise* ». L'apologie de la nation, du peuple souverain, de l'Etat et de la loi constitue son fondement, une orientation qui flirte de plus en plus avec des préjugés réactionnaires, contradictoire avec ses propres revendications pour une « *société humaine* » face aux inégalités sociales et à la destruction de l'environnement.

La mystification du « peuple souverain »

Il est fréquent d'entendre autour de nous des gens protester que « *le peuple ne compte pour rien* », qu'« *il faudrait que le peuple dirige* »... Comprendre la légitimité de cette colère face au mépris et à l'exclusion des couches populaires dans cette société de classe est cependant autre chose que de la flatter en laissant croire qu'il pourrait y avoir un « *peuple souverain* » dans ce système.

C'est ce que fait le « *projet jlm2017* » en affirmant : le « *point essentiel : tant que dureront la monarchie présidentielle et les traités européens actuels, notre peuple sera privé de tout pouvoir pour régler ses problèmes. Là est la racine de toutes nos misères, celle qu'il faut trancher d'urgence.* »

La « *racine de toutes nos misères* » ne serait pas dans l'exploitation capitaliste, dans la propriété privée d'une mino-

rité profitant du travail de la classe ouvrière, non. Elle serait dans la Constitution et dans les traités internationaux... Une mystification qui en alimente une autre, autour de l'idée que « *Notre peuple est privé de pouvoir* ».

D'abord, le mot « *peuple* » est confus, pouvant désigner « *les classes populaires* » aussi bien que « *toute la population* », en effaçant les différences de classes, comme s'il n'y avait plus de bourgeois et d'ouvriers, plus de paysans riches et paysans pauvres, plus de moyenne et petite bourgeoisie. Il ne s'agit pas de jouer avec les mots, mais de comprendre que les rapports sociaux ont besoin d'être désignés clairement pour être combattus. La confusion a un sens politique, celle de faire croire qu'on aurait tous « *un avenir commun* » (comme devrait s'intituler le programme de Mélenchon), sans dire clairement qu'il y a une domination de classe à disputer, celle de la bourgeoisie, qui détient tous les pouvoirs, la propriété privée des moyens de production, les pouvoirs financiers, étatiques et médiatiques en découlant.

Surtout, « *privé de pouvoir* » laisse entendre que dans la République, les classes pauvres pourraient avoir le pouvoir. C'est toute l'ambiguïté politique qui est née avec la Révolution française : une révolution faite par les classes populaires qui avait permis à la classe bourgeoise de s'emparer du pouvoir au nom du « *peuple souverain* ». Les travailleurs et les paysans pauvres n'ont jamais eu le pouvoir sans affronter l'Etat que la bourgeoisie s'est construit, et le remplacer par le leur, comme l'ont montré par exemple la Commune de Paris de 1871 et la Révolution russe de 1917.

Bien sûr, le « *projet jlm2017* » dénonce les « *puissants* », la « *caste* » ou « *l'oligarchie financière* », tant il est évident que les responsabilités de la crise du capitalisme viennent de ce côté là. Mais il épargne l'exploitation capitaliste, efface la radicalité de la lutte des classes qui en engageant le combat pour une autre répartition des richesses est porteuse d'une transformation révolutionnaire de la société, remettant en cause la propriété privée de la bourgeoisie.

La seule révolution que promet « *jlm2017* », c'est « *La révolution citoyenne ... le moyen pacifique et démocratique de tourner la page de la tyrannie de l'oligarchie financière et de la caste qui est à son service. Je voudrais être le dernier président de la 5e République et rentrer chez moi si tôt qu'une Assemblée constituante, élue pour changer de fond en comble la Constitution, ait aboli la monarchie présidentielle et restauré le pouvoir de l'initiative populaire. La 6e République commencera et ce sera une refondation de la France elle-même.* » Un changement constitutionnel, la grande bourgeoisie en a connu d'autres, les a parfois demandés elle-même, quand le fonctionnement des institutions était en crise. C'est à mille lieues des besoins des classes populaires : un pouvoir des travailleurs.

La nation, l'ordre et la police

Cette « *révolution par les urnes* » viserait à la « *refondation de la France* », une « *France indépendante* »... Ce recours à la nation est répété dans les déclarations souverainistes qui prétendent que « *la France* » serait « *soumise* » aux

institutions internationales, avec ce qu'il faut de démagogie antiallemande : « *Notre indépendance d'action, la souveraineté de nos décisions ne doivent donc plus être abandonnées aux obsessions idéologiques de la Commission européenne ni à la superbe du gouvernement de grande coalition de la droite et du PS en Allemagne.* »

Sa perspective est celle de la nation comme cadre uni et indépassable, faisant comme s'il n'y avait pas des classes aux intérêts opposés en son sein.

Cette pente glissante du nationalisme conduit vers la pire démagogie chauvine, Mélenchon confirmant lui-même que les petites phrases réitérées sur ce sujet ne sont pas des dérapages, comme celle du 5 juillet « *un travailleur détaché [...] vole son pain aux travailleurs qui se trouvent sur place* », réaffirmée le 9 octobre « *Si je suis élu, plus un travailleur détaché n'entrera dans notre pays.* ».

Les récentes prises de position en défense de la police, de l'ordre et de l'Etat, confirment cette logique. « *La population et la police républicaine, ce doit être une seule et même chose, les uns surveillant les autres, pour trouver le point d'équilibre qui permet que force reste à la loi* ». Mélenchon ne se pose pas le problème du rôle que l'Etat fait jouer aux policiers. Un rôle qui devient invivable pour les policiers eux-mêmes quand la police exige de ses membres qu'ils exercent violences et humiliations contre les pauvres, les migrants, les jeunes des quartiers populaires et les manifestants. Autant de brutalités qui se retournent contre eux en haine de la police et en agressions.

Affirmer ainsi qu'il faut que « *force reste à la loi* », c'est-à-dire que les lois injustes doivent continuer à être imposées, y compris par l'emploi des « *forces de l'ordre* », revient à nous demander d'attendre tranquillement la « *révolution par les urnes* » qui adoptera de bonnes lois républicaines. C'est dire qu'il veut le maintien de l'ordre social... et qu'il n'a pas plus de réponse pour ceux qui le contestent, que pour le ras-le-bol de la corporation policière, certes flattée par l'extrême-droite et les politiciens qui attisent la démagogie sécuritaire. Un mouvement ouvrier puissant et radical, contestant l'ordre social actuel, pourrait, en se faisant respecter d'elle par le rapport de forces, porter d'autres perspectives pour la fraction des policiers qui aspire à autre chose que d'être les bras armés de l'Etat qui les utilise et dans le fond les méprise.

L'impasse de l'étatisme et du « protectionnisme solidaire »

La perspective nationale portée par « *jlm2017* » ne peut avoir qu'un sens : la défense d'une nation contre les autres dans le cadre du capitalisme mondialisé, c'est-à-dire la défense de la bourgeoisie nationale, les Bolloré, Dassault, Bettencourt, Peugeot et des milliers de bourgeois de moindre envergure menacés par leurs concurrents.

L'équipe de Mélenchon affirme qu'il faut « *remplacer l'idéologie du libre-échange par un protectionnisme solidaire* », en prétendant que le repli derrière les frontières serait une protection pour les travailleurs. On entend d'ailleurs les ravages du souverainisme y compris dans des milieux militants « *progressistes* » : « *c'est la crise partout, comment faire, il faut se protéger d'abord ici...* » Ce rai-

sonnement est totalement faux et Mélenchon le flatte et l'instrumentalise à des fins électorales.

Le protectionnisme, même s'il était poussé à l'extrême avec un contrôle absolu du commerce extérieur par l'Etat (on en est loin...), n'empêcherait pas les lois du marché mondial de s'imposer, par les indispensables échanges avec les autres pays. Et ce serait l'Etat protectionniste qui serait chargé d'imposer un dumping social aux travailleurs, en baissant les salaires, en intensifiant le travail, pour produire des marchandises dont la valeur serait concurrentielle afin de pouvoir les échanger avec l'extérieur, sous peine de se ruiner en important. Il est vain de tenter de sauver par les frontières une partie de la propriété privée nationale, celle des moyenne et petite bourgeoisies... parce qu'elles sont autant écrasées par la concurrence des multinationales « françaises » que par les autres. Aucun pays ne peut échapper à ces lois du marché.

Et ajouter « *solidaire* » après « *protectionnisme* » ne change rien au fait qu'il y a des économies nationales plus puissantes que d'autres... et qu'elles s'enrichissent en exploitant les plus faibles. *La France en fait partie, exploitant depuis plusieurs siècles les travailleurs et les richesses de nombreux pays pauvres.*

Pour l'internationalisme et la classe ouvrière !

Si un courant protectionniste connaît un renouveau aujourd'hui, y compris dans les rangs déboussolés de la gauche, c'est parce que les rapports de concurrence deviennent de plus en plus durs au moment où le marché mondial trouve ses limites. L'étatisme protectionniste est une utopie réactionnaire, qui sera bien incapable d'empêcher les destructions provoquées par le capital lui-même,

qui élimine et absorbe ses branches les plus faibles. Utopie réactionnaire aussi parce que pas une production ne peut être « nationale », voire « 100% locale » comme certains le prétendent.

Face à cette impasse, il s'agit de réaffirmer notre internationalisme, celui des intérêts généraux de la classe ouvrière mondiale. Il ne s'agit pas d'une proclamation abstraite mais bien de la compréhension que la mondialisation capitaliste a transformé en profondeur le monde entier, développant comme jamais les rangs de la classe ouvrière dans tous les pays.

L'internationalisme de la classe ouvrière est bien sûr l'affirmation de la solidarité avec tous les travailleurs du monde et avec les migrants, à l'opposé de la concurrence que flatte Mélenchon avec ses déclarations malsaines.

C'est aussi la compréhension que les classes ouvrières de tous les pays n'en forment qu'une, parce que les rapports d'exploitations sont les mêmes, même si les rapports de forces et les niveaux de développement nationaux sont différents. C'est la même loi du marché capitaliste, la même valeur de la force de travail qui, par le biais de la circulation du capital, s'imposent partout.

En socialisant la production internationalement, en mettant en relation tous les peuples du monde, la mondialisation est en train de créer les conditions même d'une autre société à l'échelle mondiale, le communisme, et d'étendre aussi par-delà les frontières, la force sociale, la classe ouvrière, portant cette perspective.

François Minvielle

De « l'exubérance » à la folie financière, ou « la bombe à retardement »...

Le temps semble loin où, de Sarkozy à Hollande en passant par Christine Lagarde, alors Ministre des Finances, on nous serinait que « *la crise est derrière nous* »... Non seulement la crise commencée en 2007 avec l'effondrement des subprimes aux Etats-Unis n'est pas « derrière nous », mais les « mesures » prises par les gouvernements pour soi-disant l'éradiquer n'ont fait que repousser le pire, préparer de nouvelles menaces, à l'image des soubresauts qui agitent actuellement les banques européennes.

Des banques au bord du gouffre

De profondes restructurations bancaires ont eu lieu en Espagne ce début d'année, et se poursuivent toujours. En juillet, une crise se déclenchait en Italie dans des banques minées par les « créances douteuses » (titres de dette ayant une grande probabilité de n'être jamais remboursés, pour un total de 360 milliards d'euros, 20 % du PIB du pays), faisant dire à certains « prévisionnistes » qu'elle ne pouvait que se propager à l'ensemble de l'Union européenne. Mais c'est le « *pilier de l'économie allemande* », la Deutsche Bank, dont les actions ont perdu 50 % de leur valeur depuis le début de l'année, bousculant l'ensemble des marchés financiers, qui concentre aujourd'hui toutes les craintes... Neuvième banque mondiale, totalement in-

terconnectée aux autres banques européennes et mondiales, sa faillite entraînerait certainement une crise de tout le système financier, un cataclysme économique au niveau mondial.

Un des déclencheurs de ses « difficultés » a été l'annonce de l'amende de 14 milliards de dollars que lui réclame la justice des Etats-Unis pour sa responsabilité dans le déclenchement de la crise des subprimes en 2007. En « plaidant coupable », comme le permet la loi des USA, elle pourrait réduire la facture à 5,4 milliards de dollars. Mais elle ne serait pas quitte pour autant, le nombre de procès auxquels elle est confrontée dans le monde étant de... 8000 !... pour évasion fiscale, manipulation du taux du Libor, blanchiment d'argent en provenance de Russie, manipulations sur le marché des matières premières... Elle a déjà versé 11 milliards de dollars d'amendes et de pénalités depuis deux ans. Elle vient de payer 38 millions dans un « arrangement » visant à lui éviter un procès pour avoir manipulé les cours de l'or et de l'argent pendant une quinzaine d'années...

Mais la lourdeur des amendes que lui valent ces pratiques n'y ont manifestement pas mis un terme : elle continue d'accumuler dans ses coffres les « créances douteuses »,

produit d'une spéculation effrénée sur la multitude de combines, dites « produits dérivés », inventées par la prétendue « industrie financière » pour spéculer sur un océan de dette. La valeur des produits dérivés qu'elle détient aujourd'hui s'élève à 46 000 milliards de dollars, dont 41 milliards de créances douteuses.

La Deutsche Bank n'est bien évidemment qu'un cas parmi tous les autres, c'est l'ensemble du système financier mondial qui est dans cet état. Selon la Banque mondiale, la valeur cumulée mondiale des produits dérivés ne cesse de croître, s'élevant, pour 2015, à pratiquement 700 000 milliards de dollars, plus de dix fois le PIB mondial, retrouvant le niveau qu'il avait atteint en 2008. Cela donne une idée de l'ampleur de la bulle spéculative qui s'est ainsi constituée et ne demande qu'à exploser. Ce que traduisait récemment l'économiste Patrick Artus, disant : « nous sommes assis sur une bombe à retardement »...

Guerre de classe pour des profits à n'importe quel prix

Le ministre allemand de l'Economie déclarait le 2 octobre à propos de la Deutsche Bank : « *Je ne sais pas s'il faut rire ou pleurer de voir une banque qui a fait de la spéculation son modèle de développement venir se poser maintenant en victime des spéculateurs. Le scénario, c'est que des milliers de personnes vont perdre leur travail. Ils payent aujourd'hui le prix de la folie de dirigeants irresponsables* ».

Le cynisme ne l'étouffe pas ! La menace qui pèse sur la Deutsche Bank est certes un concentré de la folie qui anime le système financier international, de ses méthodes de truands prêts à tout pour dégager du profit, mais aussi des politiques qui les ont accompagnées avant et pendant la crise.

Thatcher, Reagan, Mitterrand, Schröder... ont mis en œuvre, dès le début des années 1980, la politique qui a permis à un capitalisme en panne de profits de sortir de la crise des années 1970-75. Ils l'ont fait en ouvrant les frontières à la circulation des capitaux ; en entamant une politique de destruction de toutes les règles qui s'étaient imposées suite à la crise de 1929 pour « réglementer » un minimum les appétits du monde financier ; en lançant une guerre de classe systématique, et qui se poursuit de plus belle, contre une classe ouvrière brutalement soumise, du fait de la crise, à un chômage de masse...

Les profits sont repartis à la hausse, tandis que les multinationales disséminaient leurs filiales dans des contrées jusque là restées à l'écart du développement industriel, générant d'immenses plus-values sur le dos d'une main-d'œuvre très bon marché et sans la moindre protection légale, tandis que dans les pays dits avancés des usines fermaient, jetant leurs salariés au chômage. Les profits renaissaient, alimentant une immense spirale spéculative qui inaugurerait, dès le début des années 1990, la phase dite de « financiarisation » de l'économie.

On nous vantait l'arrivée d'une nouvelle perspective, certes parfois bousculée par quelques crises, (Mexique, Russie, Nouvelle économie, Argentine...) mais qui ne pouvaient remettre en cause la marche en avant vers un

monde merveilleux, celui du fric fabriquant du fric sans aucune limite...

Jusqu'à l'éclatement de la crise de l'immobilier à risque aux Etats-Unis en 2007 et le déclenchement en cascade des effondrements financiers et économiques qui allaient suivre...

Une « bombe à retardement » s'était constituée dans le système financier mondial. Pour que la plus-value produite par le travail puisse se transformer en profit, il faut que les marchandises produites trouvent acquéreur. Or, les marchés solvables capables d'acheter les marchandises produites restaient, et restent encore pour l'essentiel, ceux des anciens pays industrialisés, marchés qui par ailleurs subissaient (et subissent toujours), le contrecoup de l'appauvrissement des classes populaires soumises au chômage et aux politiques antisociales. Le développement du crédit privé, crédit à la consommation, crédit immobilier, etc., a permis de maintenir le marché solvable malgré ces reculs. Les banques en profitaient pour faire fructifier une partie de leurs capitaux, tout en démultipliant les outils spéculatifs, « produits dérivés » de ces dettes.

Les crédits subprimes des USA étaient un de ces outils, escroquerie organisée au détriment des plus pauvres en spéculant sur le maintien de la hausse continue des prix du marché immobilier, constatée depuis des années. Les requins de la finance, grandes banques en tête, s'étaient jetés sur l'opportunité... Les « créances » des subprimes et leurs « produits dérivés » rejoignaient, dans les coffres, une multitude d'autres titres du même acabit, contribuant à gonfler la bulle spéculative. L'effondrement du marché immobilier a mis le feu aux poudres...

Premières victimes de l'escroquerie et des conséquences de cet effondrement, des millions de familles ont été jetées hors de leurs maisons, tandis que les créances et produits dérivés des subprimes devenaient des pertes pour les spéculateurs, qui découvraient brutalement que leurs coffres étaient farcis de « créances douteuses », entraînant panique boursière, effondrement des marchés financiers, faillites bancaires, crise des échanges interbancaires, blocage du crédit...

Les Etats et les institutions internationales, FMI, G20, Banques centrales, se sont empressés de sauver le système financier d'un effondrement global en lui rachetant ses « titres pourris ». Il en a coûté 4500 milliards d'euros aux Etats européens pour sauver leurs banques, plus du tiers du PIB de l'Union européenne. La dette privée détenue par les banques s'est transformée en dette publique, préparant une nouvelle étape de la crise, celle de la dette publique européenne, qui s'est déclenchée fin 2010, principalement au Portugal, en Irlande, en Grèce et en Espagne. Ces mêmes banques, en particulier allemandes et françaises, sauvées de la faillite par l'argent public, spéculaient maintenant sur la dette de ces pays, leur imposant des taux usuraires... pour ensuite se retrouver face aux résultats de leur propre rapacité, la menace de faillites qui transformeraient leurs titres de dette en chiffons de papier...

FMI, Banque centrale européenne et Union européenne sont venus de nouveau au secours de ces « fous irresponsables », imposant aux peuples des pays concernés des politiques d'austérité aux conséquences catastrophiques.

Le bluff de la « relance » par l'augmentation de la compétitivité et de la politique de « taux bas »

Le ralentissement brutal du crédit consécutif au déclenchement de la crise des subprimes avait révélé au grand jour, sous la forme de la récession qui a frappé les pays industrialisés dans les années 2008-2009, la situation de surproduction chronique qu'il avait contribué à masquer. Est alors apparu un discours mettant en avant la nécessité d'une politique de relance de l'économie, la « *relance de l'offre* ». Il fallait permettre aux entreprises industrielles « nationales » de devenir plus compétitives face à leur concurrence, de baisser leurs coûts de production pour gagner des parts de marché, et pour cela multiplier les cadeaux fiscaux, les aides à la modernisation et à la recherche, tout en poursuivant les attaques sur les salaires et les droits des travailleurs.

Le remède ne pouvait qu'aggraver la maladie. L'économie des vieux pays industrialisés est aujourd'hui, à des degrés divers, en panne de croissance, tandis que l'argent continue de se précipiter au casino de la spéculation. Le discours qui prétendait que l'économie mondiale était « *tirée par les pays émergents* » a fait long feu, ces pays sont entrés à leur tour dans une crise profonde. La « première usine du monde », la Chine, est confrontée aujourd'hui au rétrécissement du marché solvable mondial. Le commerce mondial ralentit. Une crise de surproduction généralisée s'étend sur le monde.

Parallèlement s'est développée la politique dite des taux bas, nuls voire négatifs. Cela concerne d'une part les taux auxquels les Banques centrales accordent des prêts aux banques privées, d'autre part les taux auxquels les Etats peuvent emprunter de l'argent sur les marchés financiers. C'est le cas en particulier de la France, dont le gouvernement se vante de pouvoir aujourd'hui emprunter de l'argent avec des taux d'intérêt négatifs... Dans un marché financier submergé par les capitaux surnuméraires et spéculatifs, c'est une façon pour certains « investisseurs », conscients des menaces qui s'accumulent, de mettre une partie de leurs avoirs à l'abri des aléas des marchés financiers, en pariant sur la capacité des Etats à leur rembourser le capital, quitte à ce qu'il soit amputé de la valeur d'« intérêts négatifs ». Et puis, mieux vaut un capital qui « travaille », même un peu à perte, qu'un argent qui dort, et n'est donc plus un capital...

En ce qui concerne la politique des banques centrales, dès le début de la crise de la dette européenne, la BCE avait lancé une « opération de refinancement à long terme », fournissant 1 000 milliards d'euros aux banques à des taux d'intérêt très bas. Une politique de la planche à billet

qu'elle a poursuivie et accentuée, renouvelant en janvier 2015 la même opération, à taux 0 cette fois, à laquelle s'est ajoutée une « politique de rachat d'actifs », obligations et titres pourris, pour un montant de 80 milliards d'euros par mois. Cette politique, destinée à permettre aux banques de surmonter la dévalorisation de leurs titres pourris et à relancer le crédit... s'est surtout traduite par la poursuite de la cavalerie spéculative, accumulant de nouvelles « créances douteuses », pour aboutir au résultat actuel : la Deutsche Bank et une bonne part de ses consœurs européennes sont au bord de la faillite, dans un monde en récession...

Quelles réponses à leur crise ?

Une « *bombe à retardement* » est effectivement de nouveau prête à exploser, produit de la « folie irresponsable » de l'oligarchie financière et des dirigeants politiques qui la servent. Signe aussi de leur impuissance à contrôler un tant soit peu une logique qui leur échappe. Les discours « optimistes » sur la crise ne sont plus aujourd'hui de mise, « relance de l'offre » et « politique des taux bas » ont révélé leur incapacité à éviter le pire. Le FMI et quelques autres institutions dénoncent aujourd'hui comme freins à la croissance les politiques d'austérité qu'ils prônaient hier... On a même vu Mario Draghi, le patron de la BCE, envisager un temps la possibilité de mettre en œuvre un « *hélicoptère monétaire* », distribution directe d'argent à la population pour relancer la demande...

L'impuissance de tout ce petit monde de spéculateurs et de politiciens aux ordres est manifeste et contribue à aggraver la crise politique qui s'était nourrie jusqu'à maintenant de la révolte face aux politiques antisociales et antidémocratiques et à leurs conséquences. Elle révèle que ce qui est en jeu, ça n'est pas un affrontement pour une autre répartition des richesses dans le cadre d'un capitalisme régulé, d'une finance « réglementée », mais bien un affrontement qui pose la question du pouvoir, de qui contrôle le fonctionnement de la société dans son ensemble.

Le capitalisme pourrissant crée les conditions pour qu'apparaisse une nouvelle conscience de classe, une arme politique pour que la classe ouvrière qu'il a contribué à développer et à disséminer dans le monde entier prenne son sort en main. Retirer le pouvoir des mains de l'oligarchie financière et ses valets politiques est devenue une urgence. Cela passe en particulier par l'expropriation du système bancaire et financier dans son ensemble, la constitution d'une institution de crédit unique, placée sous le contrôle de ses travailleurs et de la population. C'est la seule façon d'en finir avec une spéculation totalement parasitaire, d'orienter le crédit vers les productions de biens et de services utiles à la satisfaction des besoins de chacun, dans le respect de l'environnement.

Daniel Minvielle